

IRDA PARIS

Institut de recherche en droit des affaires de Paris

Revue des sommaires

Vendredi 10 mai 2024

Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial

JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Prescription d'une action en responsabilité contre un ancien gérant Com. 20 décembre 2023, p. 303 note Thierry Bonneau

Le refus de prorogation de la société peut être constitutif d'un abus de droit de vote Civ. 3º, 7 décembre 2023. note Nadège Jullian p. 305

Cessions d'actions

Seule la certitude du dommage et non celle de son ampleur fait courir le délai de prescription de l'article 2224 du code civil Com. 24 janvier 2024, p. 314

note Gilles Pillet

Sociétés en nom collectif

Panachage d'une assemblée générale et d'une consultation écrite des associés ? Com. 11 octobre 2023, note Bruno Dondero p. 323

Commissaires aux comptes

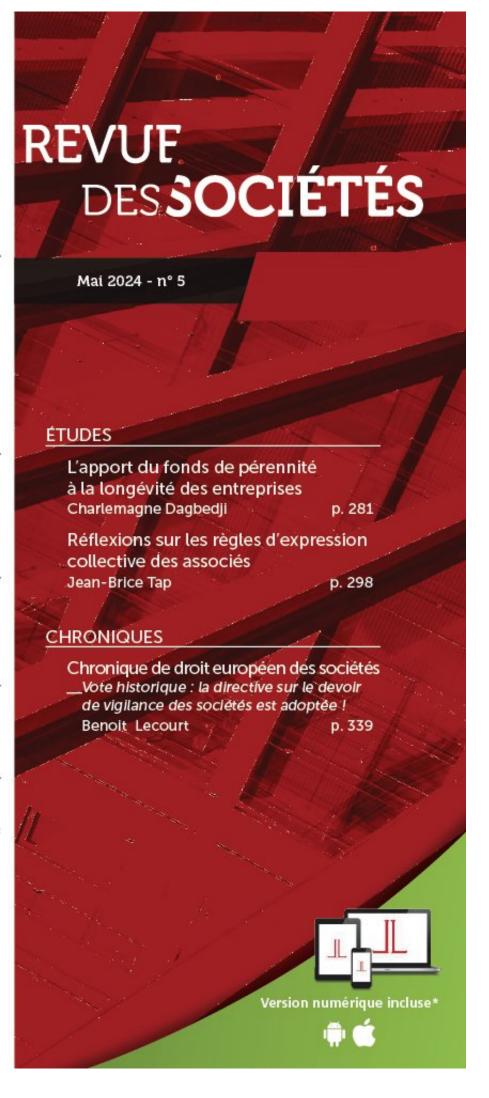
Conditions du relèvement du commissaire aux comptes Com. 24 janvier 2024, note Philippe Merle p. 330

Droit fiscal des sociétés

« Pacte Dutreil » et exercice de fonctions de direction : la différence entre engagement collectif de conservation effectif et engagement collectif de conservation réputé acquis Com. 24 janvier 2024, p. 334 note Xavier Cabannes

Lefebvre Dalloz

DAOZ



N° 5 - Mai 2024 / SOMMAIRE

Actualités	282
par Bénédicte François	
Études	287
L'apport du fonds de pérennité à la longévit Charlemagne Dagbedji	é des entreprises287
Réflexions sur les règles d'expression collect Jean-Brice Tap	ive des associés
Jurisprudence	303
Sociétés en général	Sociétés civiles professionnelles
De la prescription d'une action en responsabilité contre un ancien gérant Note sous Com. 20 déc. 2023 note Thierry Bonneau 303	L'associé retrayant d'une société civile professionnelle et le sort des dividendes Note sous Civ. 1°, 18 oct. 2023 note Sarah-Rachel Salfati-Arfi 318
Le refus de prorogation de la société peut être constitutif d'un abus de droit de vote Note sous Civ. 3•. 7 déc. 2023	Sociétés en nom collectif Panachage d'une assemblée générale
note Nadège Jullian305 Confidentialité du compte de résultat : l'impossible repentir ? Note sous Paris, 6 juin 2023	et d'une consultation écrite des associés ? Note sous Com. 11 oct. 2023 note Bruno Dondero323
note Arnaud Reygrobellet310	Commissaires aux comptes
Cessions d'actions	Conditions du relèvement — Fautes suffisamment graves : oui ; action en responsabilité civile seule : non
Seule la certitude du dommage et non celle de son ampleur fait courir le délai de prescription de l'article 2224 du code civil Note sous Com. 24 janv. 2024	Note sous Com. 24 janv. 2024 note Philippe Merle330 Droit fiscal des sociétés
note Gilles Pillet 314	Pacte Dutreil » et exercice de fonctions de direction : la différence entre engagement collectif de conservation effectif et engagement collectif de conservation réputé acquis note Note sous Com. 24 janv. 2024 note Xavier Cabannes
Chronique de droit europée	



Couverture | Sommaire

ARTICLES

La doctrine face aux idées juridiques nouvelles. François Colonna d'Istria

25

La perte des recours de la caution Laetitia Bougerol

RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

ARTICLES

45

À la recherche de la gestion d'affaires intéressée Bertrand Jost

VARIÉTÉS

61

Réflexions au fil de la plume sur « La jurisprudence révélée » Philippe Jestaz

CHRONIQUES

186

L'admissibilité des preuves déloyales Julie Klein











Couverture | Sommaire

RTDCiv. Revue trimestrielle de droit civil

Régimes matrimoniaux

SOMMAIRE

sous la responsabilité de Gaël Chantepie,

Christian Jubault

ARTICLES

ARTIOLES	
La doctrine face aux idées juridiques no Réflexion sur le conservatisme du savo par François Colonna d'Istria	ir juridique en droit civil
La perte des recours de la caution. Ou doit-elle aggraver la situation du débite par Laetitia Bougerol	eur?
À la recherche de la gestion d'affaires Bertrand Jost	
VARIÉTÉS	
Réflexions au fil de la plume sur « La j par Philippe Jestaz	
CHRONIQUES	
Sources du droit en droit interne par Pascale Deumier65	Procédure de l'instance. Jugements et voies de recours. Procédures civiles d'exécution
Personnes et droits de la famille par Anne-Marie Leroyer	par Nicolas Cayrol208 Législation française
Obligations et contrats spéciaux	par Aude Denizot220
Obligations en général par Hugo Barbier83	BIBLIOGRAPHIE
Responsabilité civile par Patrice Jourdain117	Revue des ouvrages
Contrats spéciaux par Pierre-Yves Gautier133	Ouvrages en général sous la responsabilité de Sébastien Pimont et Vincent Forray233
Propriété et droits réels par Florent Masson142	Ouvrages historiques ou anciens sous la responsabilité de Florent Garnier et Nader Hakim244
Sûretés et publicité foncière par Charles Gijsbers161	Ouvrages étrangers sous la responsabilité de Éric Descheemaeker et Jonas Knetsch
Successions et libéralités par Michel Grimaldi166	Revue des thèses

par isabelle Dauriac1/3	et Catherine Pulgelier	262
Preuve par Julie Klein182	Revue des revues sous la responsabilité de Frédéric Rouvière	270
Droit judiciaire privé		
Source. Organisation judiciaire et juridiction. Compétence. Action		TABLES
par Philippe Théry198	Tables trimestrielles	281



REVUE LAMY

Droit des Affaires

Action de groupe et médiation : l'apport de l'amiable à la réparation du préjudice collectif

Stéphanie BRUNENGO et Michèle JAUDEL

- Garantie de passif : pas de présomption de solidarité au bénéfice de l'acquéreur minoritaire Sandrine TISSEYRE
- La requalification des congés avec offre de renouvellement : conditions et conséquences
 Hanan CHAOUI
- Irresponsabilité des préjudices subis du fait des concours consentis et qualification d'acte frauduleux
 Deen GIBIRILA
- L'encadrement juridique de la publicité du crédit à la consommation Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

203 | MENSUEL MAI 2024

Droit des Affaires

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME:

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAOUD:

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY:

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT:

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur: Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef adinterim : Chloé Mathonnière

Ont collaboré à ce numéro :

Jérémy Berlemont, Mariam El Bardan, Victoria Mauriès, Clothilde Noiraudeau, Rolanda Ondo, Camille Pereira, Héloïse Planckaert et Brinthaa Selvachandran

Dépôt légal : à parution Prix au numéro : 65,34 €^{TTC}

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367 N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel N°CPPAP : 0125 T 87146 Crédit photos : Getty Images Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne Taux de fibres recyclées : 0% Certification : PEFC

Eutrophisation: Ptot 0.02 kg/tonne **Pour contacter le service client**:

N°Cristal 09 69 39 58 58

Courriel: contact@lamyliaisons.fr Internet: www.liaisons-sociales.fr www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr







Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.



Sommaire

ACTUALITÉ

FOCUS	P. 4
Contrats interdépendants : limitation des re consécutives à la caducité Héloïse PLANCKAERT	estitutions
LES ESSENTIELS DU MOIS	P.6
SOCIÉTÉS COMMERCIALES	P.20
Garantie de passif : pas de présomption de bénéfice de l'acquéreur minoritaire P. 20	solidarité au
Sandrine TISSEYRE	
BAIL COMMERCIAL	P. 23
La requalification des congés avec offre de renouvellement : conditions et conséquence	es P. 23
Hanan CHAOUI	
DROIT BANCAIRE	
 Irresponsabilité des préjudices subis du fait consentis et qualification d'acte frauduleux 	
Deen GIBIRILA .	
ĢPERSPECTIVES	
ANALYSE	P. 32

- Action de groupe et médiation : l'apport de l'amiable à la réparation du préjudice collectif P. 32
 - L'encadrement juridique de la publicité du crédit à la consommation P. 39
 Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

Stéphanie BRUNENGO et Michèle JAUDEL

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 18 du 06 mai 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Couvre-vie

N° 553 - Par Wanda MASTOR

Consulter le PDF

LES ACTEURS | CRIMES ET DÉLITS

Pôle des crimes sériels ou non élucidés : des avancées et des défis

N° 554 - Par Sophie MICHELIN-MAZÉRAN

Consulter le PDF

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE I SANTÉ PUBLIQUE

La résolution 55/L.9 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies : un texte historique pour les personnes intersexuées

N° 555 - Par Benjamin MORON-PUECH

Consulter le PDF

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE I NATIONALITÉ

Acquisition de la nationalité française : inconstitutionnalité de la différence de traitement entre père et mère

N° 556 Consulter le PDF

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PRESCRIPTION

Le refus de la Cour de cassation de transposer le délai raisonnable de la jurisprudence Czabaj du Conseil d'État

N° 557 - Par Charles FROGER

Consulter le PDF

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RÉCUSATION

Récusation : le défaut d'impartialité du juge ne saurait se déduire du seul fait que celui-ci a précédemment statué

N° 558 - Par Gaëlle DEHARO

Consulter le PDF

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CIRCULATION ROUTIÈRE

Création d'un système d'aide à la constatation des infractions aux règles de circulation sur les voies réservées à certaines catégories de véhicules

N° 559 Consulter le PDF

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE L'CRIMES ET DÉLITS

Élucidation des crimes et délits enregistrés par les services de sécurité en 2022

N° 560 Consulter le PDF

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE I JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 18 au 30 avril 2024

N° 561 Consulter le PDF

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 25 mars au 14 avril 2024

N° 562 Consulter le PDF

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ

Délit de violation des mesures de restriction des relations économiques et financières prises par l'Union européenne

N° 563 - Par Stéphane DETRAZ

Consulter le PDF

AFFAIRES | ENTREPRISES

Bercy dévoile une batterie de mesures pour simplifier le quotidien des entreprises

N° 564 Consulter le PDF

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Accord du cédé : validité et opposabilité de la cession de contrat

N° 565 Consulter le PDF

AFFAIRES | PROTECTION DES DONNÉES

La CNIL met à disposition des groupes souhaitant mettre en place des règles d'entreprise contraignantes un outil d'auto-évaluation

N° 566 Consulter le PDF

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 25 au 30 avril 2024

N° 567 Consulter le PDF

SOCIAL | TRAVAILLEURS DES PLATEFORMES

Collecte et de transmission de données relatives à l'activité des plateformes

N° 568 Consulter le PDF

SOCIAL | CONDITIONS DE TRAVAIL

Indemnité de cantine différente entre télétravailleurs et salariés sur site pendant la pandémie

N° 569 Consulter le PDF

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 25 au 30 avril 2024

N° 570 Consulter le PDF

PUBLIC ET FISCAL | COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Inconstitutionnalité des dispositions sur le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales pour la métropole du Grand Paris

N° 571 Consulter le PDF

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

Le Conseil d'État se prononce sur la prolongation de l'interdiction de retour pour les étrangers

N° 572 Consulter le PDF

PUBLIC ET FISCAL | SERVICES PUBLICS

Gabriel Attal veut « mettre l'IA au service des Français »

N° 573 Consulter le PDF

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 25 au 30 avril 2024

N° 574 Consulter le PDF

PUBLIC ET FISCAL | COMPTABILITÉ

Un revirement de jurisprudence durcissant le régime des erreurs comptables délibérées

N° 575 - Par Anastasios PAPAGIANNOULAS

Consulter le PDF

EN RÉGION | TRAVAIL

La protection du lanceur d'alerte s'applique-t-elle en cas de dénonciation par le salarié de faits contraventionnels ?

N° 576 - Par Frédéric GRÉGOIRE

Consulter le PDF

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Vers le succès : innovations et dynamisme pédagogiques à la faculté de droit de Paris 8 !

N° 577 - Par Benoît HABERT Consulter le PDF

La Semaine de la doctrine

 \wedge

CHRONIQUES | TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS

Jurisprudence du tribunal judiciaire de Paris

N° 578 - Par Rémi FERREIRA, Thierry BONNEAU, Nicolas KILGUS, Jérôme

LASSERRE CAPDEVILLE, Gilles MALFRE, Thiphaine SAUPIN et Virginie SAVARIT Consulter le PDF

CHRONIOUES | DROIT DE LA COMMUNICATION

Droit de la communication

N° 579 - Par Pascale IDOUX et Laurence CALANDRI

Consulter le PDF

LA VIE DES IDÉES | ÉTAT CIVIL

Transidentité: autodétermination juridique et médicale de l'identité de genre

N° 580 - Par Marie LAMARCHE Consulter le PDF

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAGISTRATS

(Re)fonder la communication des magistrats

N° 581 - Par Maxime DOLIVEUX Consulter le PDF

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

La postulation n'est pas applicable aux requêtes devant le JEX

N° 582 - Par Nicolas CAYROL Consulter le PDF

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JEUX OLYMPIOUES

Avocats : appels à candidature dans le cadre des JOP

N° 583 Consulter le PDF

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 19 du 13 mai 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

La Cour de cassation et l'évangile

N° 584 - Par Christophe JAMIN

Consulter le PDF

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

Exposition des enfants aux écrans : 29 recommandations pour reprendre le contrôle et mettre un coup de frein à l'hyperconnectivité

N° 585 Consulter le PDF

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE L'JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 1er au 6 mai 2024

N° 586 Consulter le PDF

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 22 au 28 avril 2024

N° 587 Consulter le PDF

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRAT D'ENTREPRISE

Éléments d'équipement sur existant : un revirement bienvenu

N° 588 - Par Jean-Pierre KARILA

Consulter le PDF

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

L'article 1466 du Code de procédure civile pose une fin de non-recevoir qui relève de la seule compétence de la cour d'appel

N° 589 - Par Philippe CASSON

Consulter le PDF

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Réduflation : confirmation de l'entrée en vigueur au 1er juillet de l'obligation d'information du consommateur

N° 590 Consulter le PDF

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTE

Clôture pour insuffisance d'actif : le principe de non-reprise des poursuites ne s'applique pas aux créances hors procédure

N° 591 Consulter le PDF

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 1er au 6 mai 2024

N° 592 Consulter le PDF

AFFAIRES I COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 22 au 28 avril 2024

N° 593 Consulter le PDF

AFFAIRES | CONCURRENCE

Identification de la personne morale civilement responsable du fait d'une pratique anticoncurrentielle en cas de restructuration

N° 594 - Par Laurence IDOT

Consulter le PDF

SOCIAL LCOMPTE PERSONNEL DE FORMATION

Entrée en vigueur le 2 mai des nouvelles modalités de mobilisation des droits au compte personnel de formation

N° 595 Consulter le PDF

SOCIAL | POUVOIR DISCIPLINAIRE

Consultation d'un organisme disciplinaire : extension et renouvellement du délai pour l'employeur pour imposer une sanction

N° 596 Consulter le PDF

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 1er au 6 mai 2024

N° 597 Consulter le PDF

SOCIAL I COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 22 au 28 avril 2024

N° 598 Consulter le PDF

PUBLIC ET FISCAL | SANTÉ PUBLIQUE

L'autorisation attendue des sages-femmes de pratiquer l'interruption volontaire de grossesse instrumentale

N° 599 - Par Noémie ETCHENAGUCIA

Consulter le PDF

PUBLIC ET FISCAL | LOIS ET RÈGLEMENTS

Circulaire relative au programme de travail du Gouvernement en matière de codification

N° 600

Consulter le PDF

PUBLIC ET FISCAL | CONTRATS ET MARCHÉS PUBLICS

Commande publique : premier guide sur les modes amiables de règlement des différends N° 601

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEI

Journal officiel du 1er au 6 mai 2024

N° 602 Consulter le PDF

INTERNATIONAL ET FUROPÉEN I DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Identité d'un groupe social

N° 603 - Par Frédéric SUDRE Consulter le PDF

Étendue d'une immunité diplomatique

N° 604 - Par Laure MILANO Consulter le PDF

INTERNATIONAL ET FUROPÉEN LINTERNET

Lutte contre la contrefaçon sur Internet et droit au respect de sa vie privée

N° 605 - Par Dominique BERLIN Consulter le PDF

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PREUVES

La CJUE précise les conditions de la transmission et de l'utilisation de preuves dans les affaires pénales revêtant une dimension transfrontalière

N° 606 - Par Dominique BERLIN

Consulter le PDF

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | BREXIT

Renvoi préjudiciel sur le statut du droit britannique post-Brexit et l'application de la loi d'un autre État membre

N° 607 Consulter le PDF

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN I CITOYENNETÉ

Le règlement instaurant un cadre européen relatif à une identité numérique est publié

N° 608

Consulter le PDF

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CORRUPTION

33 autorités européennes appellent à un renforcement de la protection des lanceurs d'alerte et de la lutte contre la corruption

N° 609 Consulter le PDF

EN RÉGION | PROTECTION SOCIALE

Accident du travail ou maladie professionnelle?

N° 610 - Par Muriel JOSEPH-PARMENTIER Consulter le PDF

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

De DEG à DÉM'O, la fac de droit d'Orléans en mutation

N° 611 - Par Pierre ALLORANT Consulter le PDF

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | ADMINISTRATION

L'administration proactive : nouvelle figure de la relation administrative ?

N° 612 - Par Jacques CHEVALLIER Consulter le PDF

LA CHRONIQUE | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Droit de la propriété intellectuelle

N° 613 - Par Nicolas BINCTIN Consulter le PDF

LA VIE DES IDÉES | PRIX

6e édition du Prix d'excellence Rivière Avocats Associés

N° 614 Consulter le PDF

LA VIE DES IDÉES I COLLOQUE

Congrès 2024 de l'Association Française Droit & Management : appel à communication

N° 615 Consulter le PDF

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 19 du 09 mai 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

ENTREPRISE

3 QUESTIONS - La proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France

N° 400 - Par Thierry BONNEAU

Consulter le PDF

NUMÉRIQUE

La CNIL met à disposition des groupes souhaitant mettre en place des règles d'entreprise contraignantes un outil d'auto-évaluation

N° 401 Consulter le PDF

BIBLIOGRAPHIE

Revue de Droit bancaire et financier

N° 402 Consulter le PDF

BIBLIOGRAPHIE

Revue Europe

N° 403 Consulter le PDF

DONNÉES CHIFFRÉES

Palmarès des déposants de brevets à l'INPI en 2023

N° 404 Consulter le PDF

Actualités

AFFAIRES | ASSURANCE

Évaluation du préjudice et respect du principe de la réparation intégrale

N° 405 Consulter le PDF

AFFAIRES | BANOUE

Banque de France : retour sur les mutations des secteurs de la finance et des paiements

N° 406 Consulter le PDF

AFFAIRES | BANOUE

Absence d'adhésion de l'emprunteur à une assurance de groupe et obligation d'information

du prêteur souscripteur

N° 407 Consulter le PDF

AFFAIRES | DISTRIBUTION

Pénalités logistiques : légalité de la « marge d'erreur suffisante » dans les contrats entre fournisseurs et distributeurs

N° 408 Consulter le PDF

AFFAIRES | ENTREPRISE

Directive CSRD: les normes ESRS sont reportées au 30 juin 2026

N° 409 Consulter le PDF

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Crédit-bail publié : le crédit-bailleur est soumis à la procédure de restitution et non de revendication

N° 410 Consulter le PDF

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Clôture pour insuffisance d'actif : le principe de non-reprise des poursuites ne s'applique pas aux créances hors procédure

N° 411 Consulter le PDF

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Conséquences du non-respect des conditions de reprise d'une instance en cours

N° 412 Consulter le PDF

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Sanction de la violation de l'interdiction d'aliéner un bien, prévue dans le plan de sauvegarde

N° 413 Consulter le PDF

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Demande de résolution d'un contrat en cours : la voie de l'appel est ouverte

N° 414 Consulter le PDF

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Compétence du juge administratif pour trancher les litiges de paiement direct au soustraitant dans les marchés de travaux publics

N° 415 Consulter le PDF

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

L'indemnisation du candidat évincé

N° 416 - Par Lucienne ERSTEIN Consulter le PDF

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL

Prescription biennale et action en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur

N° 417 Consulter le PDF

SOCIAL | CONTENTIEUX

Consultation d'un organisme disciplinaire : extension et renouvellement du délai pour l'employeur pour imposer une sanction

N° 418 Consulter le PDF

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Permis unique de séjour et de travail : la directive est publiée

N° 419 Consulter le PDF

SOCIAL I DURÉE DU TRAVAIL

Dérogations à la durée du travail pendant les Jeux : un guichet unique à la DRIEETS

N° 420 Consulter le PDF

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Protection sociale complémentaire : clarification relative à la dispense dont peuvent bénéficier les ayants droit couverts par un contrat collectif et obligatoire

N° 421 Consulter le PDF

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Détermination de l'assiette de calcul de l'indemnité d'activité partielle

N° 422 Consulter le PDF

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

Validation par la justice d'une indemnité de cantine différente entre télétravailleurs et salariés sur site pendant la pandémie

N° 423 Consulter le PDF

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Régime fiscal applicable aux associés de sociétés d'exercice libéral : l'Administration complète son rescrit

N° 424 Consulter le PDF

FISCAL I FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Prorogation des aménagements des modalités de prise en charge par l'employeur des frais de transport et augmentation pérenne des limites d'exonération

N° 425 Consulter le PDF

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Retenue à la source sur les revenus salariés versés à des non-résidents : primauté de l'appréciation conventionnelle de la résidence

N° 426 Consulter le PDF

Études et commentaires

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Les coobligés et la procédure collective

N° 1135 - Par Antoine DIESBECQ et Diane ZAMMIT

Consulter le PDF

AFFAIRES | SOCIÉTÉ D'EXERCICE LIBÉRAL

La durée du mandat du liquidateur amiable d'une société : principes juridiques et conséquences pratiques

N° 1136 - Par Bernard SAINTOURENS

Consulter le PDF

AFFAIRES I DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Vers une inévitable évolution des sanctions de la violation des mesures restrictives de l'Union européenne

AFFAIRES | ARBITRAGE

L'utilisation des règles de droit dans un contexte de guerre « atypique » : l'exemple de l'affaire du Sultanat de Sulu

N° 1138 - Par Daniel MAINGUY

Consulter le PDF

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Cautionnement ou garantie autonome : tout dépend du lien avec le contrat de base

N° 1139 - Par Dominique LEGEAIS

Consulter le PDF

AFFAIRES | BANQUE

Responsabilité du banquier et virement en devises étrangères

N° 1140 - Par Karine RODRIGUEZ

Consulter le PDF

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Droit de la protection sociale

N° 1141 - Par Olivier ANDRÉ , Alexis BUGADA , Anaëlle CAPPELLARI , Frédérique CHOPIN , Véronique COHEN-DONSIMONI , Joël COLONNA , Nicole LAFFUE , Claire MORIN , Franck PETIT , Virginie RENAUX-PERSONNIC , Delphine RONET-YAGUE et Sophie SERENO

Consulter le PDF

FISCAL | PLUS-VALUES

Les plus-values sur BSPCE sont des gains de cessions de valeurs mobilières

N° 1142 - Par Stephane DE LASSUS

Consulter le PDF

Gazette du Palais

7 MAI 2024 144° ANNÉE · N° 16 · HEBDOMADAIRE ·

À la une

L'indignité des conditions de détention : la saison 2 bat son plein

note par Éric SENNA

Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe peine à être convaincu par le 3e plan d'exécution de l'arrêt JMB qui lui a été présenté par les autorités françaises et a décidé de reconduire sa surveillance renforcée.



Actualité

Concours de l'innovation : « une simple idée, pour peu qu'elle soit innovante, peut être présentée »

entretien avec Carole BUFFON-SPITZ

Technique

Pour une gestion apaisée des incidents d'audience

par Benjamin PITCHO

Jurisprudence

Les principes de la subrogation (mal) combinés avec ceux de la prescription

note par Marc MIGNOT sous Cass. 3e civ., 7 mars 2024

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Emmanuel DREYER

Professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

• Francois FOURMENT

Professeur à l'université de Tours

AVEC LA PARTICIPATION DE

Stéphane DETRAZ, Cloé FONTEIX, Laurent SAENKO et Farah SAFI







L'avocat et les secrets

SAMEDI 25 MAI 2024

9H00-17H00 / Hôtel nhow Marseille

200 Corniche J.F Kennedy 13007 Marseille





Formation sous la direction scientifique de **Philippe VOULAND**, **François SAINT-PIERRE** et **Marie BURGUBURU**, avocats et co-directeurs de l'Institut de défense pénale.

PROGRAMME

08H45 Accueil des participants 09h00 Début de la formation

L'AVOCAT ET SA CONSCIENCE

- . Accepter ou refuser une défense ? Que dire ? Que taire ? À qui ?
- . Les cas de conscience ? Lesquels ? Comment les résoudre ?

Solange Doumic, avocate au barreau de Paris, membre du Conseil National des Barreaux, ancien membre du conseil de l'Ordre

SECRET PROFESSIONNEL ET SURVEILLANCE DE MASSE

- . Comment se protéger et continuer à conseiller?
- . Écoutes, enregistrements pirates y compris des clients, surveillance, géolocalisations

Basile Ader, avocat au barreau de Paris, ancien Vice-Bâtonnier du barreau de Paris, ancien Secrétaire de la Conférence du barreau de Paris

FAUT-IL PARLER HORS DES PRÉTOIRES?

- . Rapports entre avocats et journalistes : que dire avant un procès ?
- . Le « off » existe-t-il? Comment le savoir?
- . Secret professionnel et parole publique : que dit la CEDH?

Entretien avec Gérard Davet, grand reporter au quotidien *Le Monde*, journaliste d'investigation

Questions de la salle 12h30-14h00 Cocktail déjeunatoire

LA FOI DU PALAIS

- . Mythe ou réalité? Peut-on parler vrai avec un adversaire? Un juge?
- . Existe-t-il des règles, des usages ? Peuvent-ils s'enseigner ?

Olivier Laude, avocat au barreau de Paris, membre du conseil de l'Ordre

LA LONGUE HISTOIRE DU SECRET PROFESSIONNEL DES AVOCATS

- . Une histoire plus que millénaire et sans cesse nouvelle
- . Utilité, signification et avenir du secret professionnel des avocats
- . Un regard philosophique

François Martineau, avocat au barreau de Paris, ancien Secrétaire de la Conférence du barreau de Paris

Questions de la salle 17h00 Café de fin de formation

OBJECTIFS

À l'issue de la formation, le participant sera en mesure de :

- Définir la meilleure stratégie pour protéger le secret professionnel
- Déjouer les pièges de la surveillance de masse
- Maîtriser la parole publique dans le cadre des dispositions de la CEDH et les rapports avec les journalistes
- Tisser des relations de confiance avec les autres avocats et les magistrats.

PUBLIC CONCERNÉ

Avocats

Matière : droit pénal

Prérequis : avoir de bonnes connaissances en droit pénal

Niveau d'enseignement : 3 (avancé)

Formation en présentiel, accessible aux personnes en situation de handicap. Annulable et remboursable gratuitement jusqu'à 3 jours ouvrés avant la manifestation!

TARIF JOURNÉE EN PRÉSENTIEL : 415 € HT (soit 498 € TTC)
TARIF JEUNES PROFESSIONNELS sur présentation d'un justificatif de statut (dans les 5 premières années suivant la prestation de serment pour les avocats) : 315 € HT (soit 378 € TTC)

INSCRIPTION: https://lext.so/gdREzZ

Date limite d'inscription (dans la limite des places disponibles) : Vendredi 24 mai 2024 à 12H $\,$



relationclients@lextenso.fr | 01 40 93 40 40



Gazette du Palais

1, Parvis de La Défense 92044 Paris - La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction:

Tél.: 01 40 93 40 00

Courriel: redactiongp@lextenso.fr

Abonnements:

Tél · 01 40 93 40 40

Courriel: abonnements@lextenso.fr

Publicité: julien.combaud@lextenso.fr

Tél.: 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

- Prix TTC au n° : 20 €
- + frais de port
- · Abonnement France (un an):

Iournal seul: 591.16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Iournal seul: 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet: gazette-du-palais.fr Twitter:@LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées), issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire: 708 g éq. CO,







Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture : Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite, sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon suivante : GPL 7 déc. 2023, nº GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL463f2 • Confidentialité des consultations juridiques: les députés ont adopté la proposition de loi en première lecture	3
GPL463f4 • Les avocats parisiens appelés à porter leur robe sans décoration	5
GPL463f9 Concours de l'innovation : « une simple idée, pour peu qu'elle soit innovante, peut être présentée » entretien avec Carole Buffon-Spitz	6

Technique _____

GPL463a4 • Pour une gestion apaisée des incidents d'audience par Benjamin Рітсно

8

Doctrine

GPL460x5 L'évolution récente de l'encadrement juridique des mesures d'isolement et de contention en hospitalisation sous contrainte étude par Roxane Aubin

11

Jurisprudence _____

GPL461r4 Les principes de la subrogation (mal) combinés avec ceux de la prescription note par Marc Mignot sous Cass. 3e civ., 7 mars 2024

14

GPL462u8 L'indignité des conditions de détention : la saison 2 bat son plein

note par Éric Senna sous Comité min. du Conseil de l'Europe de surveillance de l'exécution de l'arrêt J.M.B. c/ France, déc. n° CM/Del/Dec (2024)1492/ H46-13, 14 mars 2024

17

GPL462n4 Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD

20

GPL462t0 Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC

24

GPL462n3 • Panorama de jurisprudence de la Cour européenne

des droits de l'Homme par Catherine BERLAUD

27

BL

29

GPL462i0 Chronique de jurisprudence de droit de l'arbitrage par Lilian LARRIBÈRE https://lext.so/GPL462i0

Gazette Spécialisée

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Sous la responsabilité scientifique de Emmanuel DREYER et François FOURMENT

> En raison des ponts du mois de mai, il n'y aura pas de Gazette du palais le 14 mai 2024. Prochaine parution le 21 mai 2024.